

Selon les Burundais, l'équipe de l'OMS a été chassée pour "ingérence inacceptable"

@rib News, 15/05/2020 Source AFP Le Dr Walter Kazadi Mulombo, représentant de l'Organisation mondiale de la Santé (l'OMS) au Burundi et trois autres fonctionnaires sont déclarés "persona non grata" dans le pays. Ils doivent quitter le territoire burundais avant le 15 mai 2020

Les autorités burundaises ont ordonné l'expulsion d'ici vendredi de quatre experts de l'OMS, dont le Dr Walter Kazadi Mulombo, représentant de l'organisation onusienne dans le pays. L'expulsion vise aussi deux employés, le Dr Jean-Pierre Mulunda Nkata, coordinateur de la riposte contre le nouveau coronavirus au Burundi, le Dr Ruhana Mirindi Bisimwa, chargé du programme contre les maladies transmissibles, et un consultant, le Pr Daniel Tarzy, expert en biologie moléculaire. Une lettre du ministre burundais des Affaires étrangères, adressée au bureau africain de l'institution, déclare les concernés "persona non grata" et que, par conséquent, ils doivent quitter le territoire du Burundi avant le 15 mai 2020, spécifie la correspondance. "C'est toute l'équipe de l'OMS chargée d'appuyer le Burundi dans sa riposte contre le Covid-19 (...) Ils sont expulsés alors que le ministre de la Santé a exclu totalement l'OMS de celle-ci en l'accusant d'ingérence inacceptable dans sa gestion du coronavirus", a expliqué à l'AFP un responsable burundais, sous couvert d'anonymat. Ces expulsions arrivent quelques jours avant les élections présidentielle et législatives du 20 mai, et alors que le gouvernement burundais est accusé par des médecins et l'opposition de cacher des cas de Covid-19, qui officiellement a affecté jusqu'ici 27 personnes et provoqué un décès. Il y a un mois, le ministre burundais des Affaires étrangères avait engagé la même procédure contre les quatre fonctionnaires. Mais la décision avait été suspendue après des échanges entre le président Pierre Nkurunziza et le directeur général de l'OMS, l'éthiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus, selon des sources diplomatiques et administratives. Le gouvernement burundais, qui estime que le pays est protégé du Covid-19 par la "grâce divine", a décidé de la fermeture de ses frontières, mais n'a pris aucune mesure de confinement, contrairement à la plupart des autres pays de la région. Depuis le début de la campagne, les réunions politiques ont lieu normalement et attirent d'immenses foules, sans que de telles mesures sanitaires soient mises en place.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});